

#UN
JOUR
SANS
NOUS

8 mars
2024



8 mars 2024

Toutes et tous en grève pour une égalité réelle !

Une régression des droits des femmes (et des droits tout court)

Ce devait être la grande cause du quinquennat, mais deux ans après la réélection d'Emmanuel Macron, l'égalité femmes-hommes n'aura jamais semblé aussi lointaine.

Qu'il s'agisse de rémunérations (les salaires des femmes sont en moyenne inférieurs de 15% par rapport à ceux des hommes), d'articulation des temps de vie ou des violences sexistes et sexuelles, la Cgt ne voit toujours rien venir. Bien au contraire : le rapport du haut conseil à l'égalité sur le sexisme alerte sur un risque de régression des droits des femmes.

Quelques exemples ? La disparition du congé parental de trois ans remplacé par un « congé de naissance » de six mois dont les contours restent très flous, le refus d'inscrire dans la constitution le droit à l'IVG, des propos visant à criminaliser les « parents défaillants » alors que l'inflation, la réforme des retraites et le travail obligatoire pour les bénéficiaires du RSA poussent ces parents à travailler toujours plus, et toujours plus longtemps.

Face à ces injonctions contradictoires, les femmes se trouvent, comme d'habitude, en première ligne. Et que dire de l'appel à un « réarmement démographique » qui nous fait craindre un grand retour en arrière ?

D'autant que l'extrême-droite se tient en embuscade, disposant désormais de médias puissants pour promouvoir un message rétrograde où la place des femmes se trouverait au foyer.

Dans notre entreprise aussi, l'égalité semble lointaine

Les alertes pour sexisme se voient régulièrement étouffées ou minimisées lorsqu'elles visent des encadrants. Pourtant, lorsqu'elles visent de simples salariés et parfois des élus, la direction s'empresse de faire valoir cet argument pour licencier les auteurs présumés.

Quant à l'égalité salariale, pour la deuxième année consécutive, les comités salaires vont se tenir en toute opacité. La direction a juste concédé que les élus pourraient comparer les salaires aux minima dans l'entreprise. Comment croire que cette absence de transparence permettra de réduire les inégalités ? La CGT demande la mise en place d'un comparatif des salaires de base ainsi que des salaires réels pour faire toute la transparence sur la réalité des faits à FTV.

Sur l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle, sur la charge mentale, notre entreprise a aussi régressé. Avec des journées de plus de 10 heures d'amplitude, les éditions ICI ont lourdement altéré la qualité de vie d'un grand nombre de salarié.es. Là encore, les femmes sont particulièrement touchées ; on sait qu'en France 80 % d'entre-elles s'occupent toujours au quotidien de la cuisine et des tâches ménagères.

Toutes et tous en grève le 8 mars !

Le 8 mars, nous invitons toutes les salariées et tous les salariés de France Télévisions à cesser le travail et à rejoindre les manifestations organisées partout en France, ou à participer à des actions sur les réseaux sociaux sous le #GreveFeministe.

Nous serons en grève contre la gouvernance actuelle de France Télévisions, pour une entreprise plus juste, plus égalitaire et plus respectueuse de nos équilibres.

Parce que l'extrême-droite est un danger pour toutes les femmes, nous ferons aussi grève pour une télévision de service public forte, avec un financement pérenne et dynamique, afin de faire rempart à l'intoxication des médias détenus par Bolloré.

Nous ferons grève aussi en solidarité avec nos sœurs confrontées aux bombardements, aux viols utilisés comme une arme de guerre.

Nous serons en grève contre le patriarcat et contre ce gouvernement qui attaque les droits et les acquis les plus fondamentaux. Si l'égalité n'est pas leur priorité, nous leur montrerons le rôle fondamental des femmes dans la société : quand les femmes s'arrêtent, tout s'arrête.

Paris, le 27 février 2024